

En partenariat avec



Quatrième édition des Pourparlers sur le climat en Afrique

*Renforcer la résilience climatique pour une meilleure sécurité humaine
dans la région du Sahel*

Deuxième session, Niamey, Niger, 26-27 février 2023

Introduction

Le Centre africain pour la politique en matière de climat de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en partenariat avec l'Unité des changements climatiques et de la désertification de la Commission de l'Union africaine et le Fonds spécial ClimDev-Afrique de la Banque africaine de développement, accueillera la quatrième édition des Pourparlers sur le climat en Afrique, dans le cadre de la préparation de la onzième conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-XI) et la 28^e Conférence des Parties à la CCNUCC (COP28). L'événement est organisé en format hybride à Niamey pour les sous-régions de l'Afrique centrale, de l'Ouest et du Nord. Elle fait suite à la première session qui a été convoquée l'année dernière au Mozambique pour les sous-régions de l'Afrique orientale et australe.

La série de webinaires des Pourparlers sur le climat en Afrique réunira diverses perspectives et parties prenantes pour favoriser un dialogue panafricain visant à contribuer à l'émergence d'un discours africain sur les changements climatiques et le développement, en s'appuyant sur les enseignements et les données d'expérience des groupes de la société civile, du monde universitaire, des chercheurs, des jeunes, du secteur privé et des participants aux négociations sur les changements climatiques. Les Pourparlers font ressortir les possibilités pouvant être traduites en des moyens d'action par les décideurs africains pour bâtir des sociétés et des économies plus résilientes, tout en renforçant l'intégrité environnementale.

Les partenaires de ClimDev-Africa ont déjà organisé trois éditions des Pourparlers sur le climat en Afrique. Ces sessions visaient à stimuler un vaste dialogue éclairé par les nouvelles positions communes africaines sur toute une série de questions pertinentes qu'examine la Conférence des Parties à la Conférence des Parties à la CCNUCC, et à offrir une tribune pour



l'examen des perspectives africaines sur les questions clés touchant aux liens existant entre les changements climatiques et le mode de développement porteur de transformation de l'Afrique.

Par exemple, vu les pertes et les dommages importants subis par les infrastructures africaines exposées aux catastrophes, une recommandation de politique générale clé est de construire à l'avenir des infrastructures résilientes pour le développement. Un programme de développement en Afrique d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques est certes essentiel pour accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, mais prévoir les risques et les effets négatifs possibles est nécessaire pour pouvoir mieux planifier, concevoir, construire, exploiter et entretenir ces infrastructures.

Les Pourparlers sur le climat en Afrique mettront en lumière les problèmes et les aléas des changements climatiques auxquels sont confrontés les communautés et les gouvernements de la région, ce qui aura une incidence sur la réalisation des objectifs de développement définis à la fois dans l'Agenda régional 2063 – « ne laisser personne de côté » - et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies.

Le récent cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) expose les fondements scientifiques de l'état actuel du climat, ainsi que les bases des effets observés et attendus des changements climatiques. Le rapport dresse un tableau sombre des conséquences extrêmes à venir, si les émissions de CO₂ et la tendance vers le réchauffement de la planète qui en résulte persistent. En Afrique, les tempêtes, les ouragans et les sécheresses continuent de frapper durement les communautés et de perturber les activités économiques, tant au niveau local que national. En mars 2022, le cyclone tropical Gombe a frappé le Mozambique et causé la mort de 50 personnes. Peu après, des inondations en Afrique du Sud ont emporté des maisons entières, des ponts et des routes, causé la mort de plus de 450 personnes et fait des milliers de sans-abri. La tempête a déversé près d'une année entière de précipitations en seulement 48 heures.

En Éthiopie, au Kenya et en Somalie, la sécheresse persistante a mis 20 millions de personnes en danger de famine. Selon l'ONU, la sous-région connaît sa pire sécheresse depuis 40 ans. Dans les zones touchées, les populations vivent principalement de l'élevage et de l'agriculture de subsistance. Une quatrième mauvaise saison des pluies consécutive depuis fin 2020 a créé une situation qui est exacerbée par une invasion de criquets qui a anéanti les cultures entre 2019 et 2021. La sécheresse prolongée a aussi augmenté l'exposition des femmes et des filles, qui parcourent de longues distances pour aller chercher de l'eau, aux violences, à l'exploitation et aux abus fondés sur le genre.

En Afrique de l'Ouest, l'aggravation des conditions de sécheresse et l'épuisement des ressources en eau ont conduit à l'insécurité alimentaire pour des millions d'agriculteurs et d'éleveurs, ce qui a entraîné des migrations locales et mondiales constantes à la recherche de meilleurs moyens de subsistance. Des efforts tels que la Grande Muraille verte et les entreprises massives visant à planter des milliards d'arbres dans des pays comme le Bénin ne pourront guère contrecarrer les effets des sécheresses récurrentes qu'exacerbent les changements climatiques, si aucune action concertée et coordonnée n'est menée pour lutter contre ces changements climatiques.

La faiblesse des systèmes d'information des services climatologiques est l'une des principales causes des pertes et dommages importants dus aux catastrophes. Le renforcement des systèmes d'information des services climatologiques en Afrique est essentiel pour créer une résilience efficace et économiser des ressources pour l'adaptation. Les infrastructures

résilientes nécessaires à l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine et le renforcement des systèmes d'information des services climatologiques figurent parmi les priorités qui seront examinées.

Alors que de nombreux pays touchés par la sécheresse s'efforcent de faire face aux conséquences cumulées des effets des changements climatiques, d'autres chocs aussi, notamment les conflits internes, la pandémie de COVID-19, la détérioration de la situation macroéconomique et les perturbations du commerce liées à la guerre en Ukraine, font des ravages dans les économies. Les populations africaines subissent les effets de l'urgence climatique presque quotidiennement. La guerre en Ukraine contribue à l'inflation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ce qui a de graves répercussions sur l'exacerbation de la pauvreté et de la famine en Afrique. Il est urgent d'agir et de le faire à grande échelle.

La transition juste a revêtu une grande importance ces derniers temps, les pays réorientant les mesures qu'ils avaient prises pour la reprise après la pandémie. Selon le Vice-Président nigérian Yemi Osinbajo, « des pays comme les États-Unis, la Chine, le Japon et une grande partie de l'Asie et de l'UE considèrent le gaz comme un pilier majeur de leurs stratégies de décarbonisation sur plusieurs décennies, notamment en développant activement le gaz africain dans des pays comme le Mozambique, le Ghana, le Sénégal et le Nigéria pour l'exporter vers l'Asie et l'Europe, tout en limitant le financement des projets gaziers à usage domestique dans ces pays ». « Il est clair que le continent aura besoin d'investissements d'une ampleur sans précédent. Pour que le bouquet énergétique soit compatible avec un scénario de 1,5 degré Celsius, il faudrait que l'Afrique subsaharienne reçoive 40 milliards de dollars des États-Unis par an, soit une multiplication par quatre par rapport aux 10 milliards de dollars investis en 2018 », a-t-il ajouté.

La question d'une transition juste comporte pour l'Afrique des défis qui nécessitent une approche multiforme et innovante permettant de développer des stratégies efficaces de protection des communautés vulnérables contre les effets des changements climatiques et de sauvegarde du développement économique nécessaire pour assurer l'accès à une énergie propre et éliminer la pauvreté. Une transition juste suppose aussi de trouver des solutions au problème de la recherche d'autres possibilités d'emploi pour les jeunes, d'adopter une approche globale de la société qui lie l'action climatique à la justice sociale et fournit aux gouvernements une feuille de route leur permettant de bâtir un avenir durable qui ne laisse personne de côté. Le renforcement de la numérisation, des capacités en matière de données et des écosystèmes, le passage de la compréhension des changements climatiques du niveau mondial, régional au niveau national et local ou communautaire en Afrique, l'amélioration des systèmes d'alerte précoce multirisques mettant l'accent sur l'intervention dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires d'Afrique sont autant de défis à prendre en considération.

Objectif

L'objectif particulier de la quatrième édition des Pourparlers sur le climat en Afrique est d'interpréter les données scientifiques ressortant des rapports du GIEC et les implications qui en découlent pour l'action climatique, la transition énergétique, l'insécurité humaine, la sécurité alimentaire et les questions d'environnement, de société et de gouvernance en Afrique. Le débat sera guidé par le thème de cette édition des Pourparlers, à savoir « *Une action climatique basée sur la science pour une transition juste et la sécurité humaine* » ; ce débat sera une contribution aux délibérations de la dixième Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique et définira les priorités de l'Afrique à la COP28.

Objectifs particuliers – Principales questions

Afin de permettre la tenue d'un débat et d'un dialogue fructueux sur les défis régionaux susvisés que posent les changements climatiques, les délibérations de l'événement seront organisées autour des sujets suivants :

- Implications du sixième rapport d'évaluation du GIEC en ce qui concerne les aspirations de l'Afrique en matière de développement, l'accent étant mis sur les infrastructures résilientes et le libre-échange ;
- Jalons et impératifs de l'action climatique et de la transition énergétique ;
- Décortiquer les perspectives régionales sur les questions de l'environnement, de la société et de la gouvernance en Afrique ;
- Implications du sixième rapport d'évaluation du GIEC en ce qui concerne les catastrophes, et les dispositifs d'alerte précoce et d'action multirisques en Afrique.
- État du discours sur les pertes et dommages, et article 6 de l'Accord de Paris ;
- Défis et stratégies pour faire face aux déplacements dus aux catastrophes et à l'insécurité alimentaire et humaine induite par le climat ;
- Mettre à profit les changements climatiques, la reprise après la pandémie de COVID-19 et la tempête économique ;
- Perspectives et principaux messages pour définir les priorités de l'Afrique à la COP28.

Produits/résultats escomptés

- Élargissement du débat sur les changements climatiques pour y inclure les relations cruciales entre les changements climatiques et les dynamiques économiques, politiques et de sécurité humaine sous-jacentes ;
- Contribution à une réponse climatique plus complète, en complément des stratégies régionales et des cadres mondiaux ;
- Interrogation approfondie de la science qui sous-tend la crise inter-reliée, à savoir les changements climatiques qui continuent de s'aggraver, la reprise après la pandémie de COVID-19 et les enjeux économiques qui en découlent.
- Titres des manifestations parallèles, résumés et principaux messages pour une position commune sur les priorités de l'Afrique à la COP28.

Public cible

Les chercheurs, les responsables politiques et décideurs, la société civile, les groupes de jeunes et de femmes d'Afrique ainsi que les groupes marginalisés dans les communautés des changements climatiques et de développement.
